



HAL
open science

ACCEPT -Acceptabilité des élevages par la société en France: cartographie des controverses, mobilisations collectives et prospective

Christine Roguet, Elsa Delanoue, Anne-Charlotte Dockès, Pascale Magdelaine, Véronique van Tilbeurgh, Marie-Laurence Grannec

► To cite this version:

Christine Roguet, Elsa Delanoue, Anne-Charlotte Dockès, Pascale Magdelaine, Véronique van Tilbeurgh, et al.. ACCEPT -Acceptabilité des élevages par la société en France: cartographie des controverses, mobilisations collectives et prospective. Innovations Agronomiques, 2020, 79, pp.315-329. 10.15454/2wz2-z211 . hal-04441764

HAL Id: hal-04441764

<https://hal.inrae.fr/hal-04441764>

Submitted on 6 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

ACCEPT - Acceptabilité des élevages par la société en France : cartographie des controverses, mobilisations collectives et prospective

Roguet C.¹, Delanoue E.², Dockès A.-C.³, Magdelaine P.⁴, van Tilbeurgh V.⁵, Grannec M.-L.⁶

¹ IFIP-Institut du porc, La Motte au Vicomte, BP 35104, F-35651 Le Rheu

² Institut de l'Élevage, Ifip-institut du porc, Itavi, 149 rue de Bercy, F-75009 Paris

³ Institut de l'Élevage, 149 rue de Bercy, F-75009 Paris

⁴ ITAVI, 7 rue du faubourg Poissonnière, F-75009 Paris

⁵ UMR ESO, Université Rennes 2, F-35043 Rennes Cedex

⁶ Chambre régionale d'agriculture de Bretagne, CS 74223, F-35042 Rennes Cedex

Correspondance : christine.roguet@ifip.asso.fr

Résumé

Dans un contexte de profondes remises en cause des systèmes et des pratiques en élevage, le projet, ACCEPT, a analysé la controverse sur l'élevage, ses acteurs, son audience et les mécanismes sociologiques à l'œuvre, afin d'aider les filières animales à renouer le dialogue avec la société et à adapter leurs stratégies, pratiques et communication à ce nouveau contexte. Après une analyse socio-historique, le projet ACCEPT et la thèse CIFRE qui lui était associée ont combiné les approches qualitatives et quantitatives, à des échelles locales, nationales et européennes. Les travaux ont produit une cartographie de la controverse, une mesure de l'audience des débats dans la population française et une typologie des citoyens français. Le projet a également recensé, en France et dans cinq autres pays européens, diverses initiatives des filières visant à mieux répondre à ces attentes sociétales. Il a proposé un outil pour aider les éleveurs à mieux positionner leurs projets dans leur environnement local. Enfin, un travail prospectif a permis d'imaginer cinq scénarios pour le monde de l'élevage à horizon 2040.

Mots-clés : Elevage, productions animales, attentes sociétales, bien-être animal, différenciation

Abstract: Acceptability of livestock farming by the society in France: cartography of the controversies, collective mobilizations and prospective

In a context of far-reaching challenges to farming systems and practices, the project, ACCEPT, analysed the controversy about livestock farming, its actors, its audience and the sociological mechanisms at work, to help livestock sectors to relaunch the dialogue with society and adapt their strategies, practices and communication to this new context. After a socio-historical analysis, the ACCEPT project and the associated CIFRE thesis combined qualitative and quantitative approaches at local, national and European scales. The work produced a mapping of the controversy, a measure of the audience of the debates in the French population and a typology of French citizens. The project also identified, in France and five other European countries, various initiatives in the livestock sectors aimed at better meeting these societal expectations. It proposed a tool to help farmers better position their projects in their local environment. Finally, a prospective study enabled to design five scenarios for the world of breeding by 2040.

Keywords: Livestock farming, animal production, societal expectations, animal welfare, differentiation

Introduction

L'élevage a connu, au cours du siècle dernier, des évolutions structurelles et fonctionnelles importantes. Le cheptel s'est concentré dans des bassins de production, les élevages se sont agrandis et spécialisés (Roguet et al., 2015a, 2015b). Les impacts sur l'environnement et la sensibilité croissante de la population à la manière dont sont traités les animaux ont conduit à une critique de plus en plus radicale de certains modes d'élevage et à des oppositions locales fortes.

Pour éclairer les acteurs agricoles sur les changements sociaux à l'œuvre, les Instituts Techniques des filières Animales conduisent depuis une dizaine d'années des programmes de recherche multi-partenariaux, visant à analyser les représentations de l'activité d'élevage qui coexistent au sein de la société. Ces projets s'intéressent conjointement à toutes les filières animales. Financé par le CASDAR sur 2014-2018 et piloté par l'Ifip, le projet ACCEPT, associant de nombreux partenaires (ingénieurs, sociologues, enseignants, salariés d'interprofessions et d'ONG...), a analysé la controverse autour de l'élevage, en France et dans cinq autres pays européens, avec trois principaux objectifs : i) recenser et analyser les sujets de controverse sur l'élevage, ii) étudier comment ces controverses pénètrent la société française et saisir la diversité des attentes de nos concitoyens envers l'élevage et iii) identifier les mécanismes sociaux des controverses et des mobilisations collectives. L'objectif appliqué était « d'outiller la réflexion des filières d'élevage », c'est-à-dire de leur permettre de mieux comprendre ce qui se joue dans ces débats pour adapter leurs stratégies, leurs pratiques et leur communication à ce nouveau contexte. Autour de quatre axes – approche déterritorialisée, approche locale, regards croisés et futurs possibles – les acteurs du projet ACCEPT ont réalisé 12 études (www.accept.ifip.asso.fr). Dans le même temps, les trois instituts de filière animales, conscients de la nécessité de se doter des moyens d'un approfondissement méthodologique et thématique, ont cofinancé une thèse CIFRE en sociologie sur les « débats et mobilisations autour de l'élevage : analyse d'une controverse » (Delanoue, 2018). Le projet ACCEPT et la thèse ont bénéficié d'un enrichissement mutuel.

Après la présentation du cadre conceptuel de l'étude et un bref rappel historique des relations entre élevage et société, l'article présente les principaux résultats du projet.

1. Concepts, méthodes et approche sociohistorique

1.1 De l'acceptabilité sociale à la controverse

Comme l'indique son titre, le projet ACCEPT a d'abord pensé l'analyse des débats de société autour de l'élevage sous l'angle de « l'acceptabilité sociale ». Pour Caron-Malenfant et Conraud (2009), issus des sciences politiques et de l'aménagement, l'acceptabilité sociale est le résultat d'un processus durant lequel les parties prenantes élaborent les conditions à respecter pour qu'un projet s'intègre dans son milieu naturel et humain. Elle passe par une analyse coûts-bénéfices, réalisée par les différentes parties prenantes, qui dépend de leur perception des impacts de la situation ou du projet. En sociologie, ce concept est peu utilisé en raison du déséquilibre qu'il introduit dans les positions des parties prenantes, en identifiant de fait d'un côté les acteurs légitimes à définir et faire accepter un projet et, de l'autre, les acteurs à convaincre de son bien-fondé. Ces limites nous ont conduits à analyser les débats de société sous l'angle de la controverse.

Une controverse est un type particulier de conflit qui engage trois catégories d'acteurs : les deux parties qui s'affrontent et un public qui va les départager. L'enjeu pour les adversaires va donc être de rallier le public à leur cause (Lemieux, 2007). La présence d'un public modifie largement la nature du conflit car il est attendu par ce public que les deux adversaires puissent se prévaloir d'arguments justifiant leurs points de vue et positions. Dans leurs stratégies pour rallier le public à leur cause (Traïni, 2011), les adversaires peuvent tenter de susciter l'émotion du public et chercher l'appui des médias modernes (Julliard, 2008). Dans le cas de la controverse autour de l'élevage, le public prend différentes formes : les pouvoirs publics, qui peuvent faire évoluer les normes réglementaires, les distributeurs, qui peuvent

changer leurs normes professionnelles (bannissement des œufs de cage par exemple) et les citoyens, qui peuvent orienter leurs achats de produits alimentaires, leurs votes, ou encore s'exprimer sur les réseaux sociaux.

Une controverse naît d'une situation d'incertitude des savoirs combinée à des stratégies d'acteurs divergentes (Dockès *et al.*, 2012), avec un enjeu qui est de rétablir la fermeté d'une loi commune. Les crises alimentaires ou sanitaires de ces dernières années en France (sang contaminé, ESB,...) ont conduit à une mise en doute de l'impartialité des scientifiques et des politiques (Schmoll, 2008) qui a engendré l'apparition d'associations de citoyens se donnant pour mission de dénoncer des scandales supposés ou de lancer des alertes (Godard, 2011).

1.2 La controverse sur l'élevage se déroule sur un temps long

L'analyse socio-historique de la controverse sur l'élevage montre qu'elle se déroule sur un temps long. Par exemple, autour de la cause animale, des incertitudes existaient déjà dans la Grèce Antique. « La transmigration des âmes des défunts vers les animaux est alors une croyance répandue : tuer un animal revient donc à prendre le risque de tuer l'âme d'un être humain. Pythagore (580-495 av. J.-C.), qui soutient ces thèses, est aujourd'hui reconnu par les défenseurs de la cause animale comme le premier philosophe des droits des animaux et du végétarisme, rejetant l'utilisation de l'animal comme nourriture et comme victime sacrificielle. Jusqu'à l'époque moderne, toutefois, les animaux d'élevage seront quasi exclusivement considérés comme des biens et des outils de production [...]. Au XIX^{ème} siècle, le passage progressif à une société industrielle bouscule cet ordre social et redistribue les statuts et les relations entre les êtres vivants. C'est à cette période que l'on observe les prémices de la controverse autour de l'élevage à laquelle on assiste aujourd'hui » (Delanoue, 2018). Si les racines de la controverse autour de l'élevage sont anciennes, le rapport à l'animal est aujourd'hui devenu une des grandes questions de notre société. La controverse sur l'élevage a la particularité de se passer dans différents lieux – Assemblée Nationale pour le statut de l'animal d'élevage, enseignes de distribution pour les œufs de poules en cages... - ce qui lui donne plus d'audience (Van Tilbeurgh, 2017).

1.3 Approches qualitatives et quantitatives

Le projet ACCEPT a croisé des approches qualitatives et quantitatives. Sur le plan qualitatif, environ 70 entretiens ont été conduits entre 2013 et 2016, en France (40) et dans cinq autres pays de l'Union Européenne (30), auprès de professionnels des filières d'élevage (interprofessions, syndicats, R&D, éleveurs), d'associations de protection des animaux et de l'environnement (salariés et administratifs), de journalistes et de distributeurs, pour recueillir leur point de vue sur les controverses autour de l'élevage. En considérant que les débats sur l'élevage sont intrinsèquement subjectifs et que tout acteur est rationnel, nous avons cherché à objectiver les positions et opinions des différents acteurs, considérés de manière « symétrique » (Bloor, 1983), c'est-à-dire impartiale. Ce principe permet de se prémunir contre le risque de considérer comme anecdotiques ou confus des arguments ou décisions qui pourraient finalement s'avérer cruciaux dans l'évolution du conflit (Akrich *et al.*, 1988).

Trois focus groups ont été organisés dans trois villes (Paris, Lyon, Rennes) en 2017, associant chacun trois éleveurs et six citoyens pour observer la manière dont le dialogue se noue et les arguments s'échangent. D'une durée de trois heures, ils comprenaient chacun trois séquences de discussion entre les participants cadrées autour des points suivants : 1) « ce que j'aime et ce que je n'aime pas dans l'élevage aujourd'hui » sur la base de trois corpus d'une trentaine de photos représentant des situations communes en élevage (animaux en bâtiment, animaux en extérieur, interventions humaines sur les animaux) ; 2) échanges entre participants autour de la description par les éleveurs de leur élevage ; 3) « ce que je souhaite et ce que je refuse pour l'élevage de demain ».

Sur le plan quantitatif, plusieurs questionnaires ont été administrés auprès de différents publics. Un sondage a été effectué en 2016 auprès d'un panel de 2 000 citoyens représentatifs de la population française, pour quantifier ses représentations et son niveau de satisfaction vis-à-vis de l'élevage français, son opinion sur des pratiques contraignantes pour les animaux, et les objectifs qu'il assigne à l'élevage et aux filières françaises. Le questionnaire a été administré sur Internet par l'institut de sondage IFOP. Deux autres enquêtes quantitatives ont été menées, l'une par 32 étudiants d'Agrocampus Ouest, en 2014, auprès de 1 083 élèves de terminale pour recueillir leurs perceptions et attentes sur l'élevage (Roguet et al., 2015c), l'autre par des étudiants des lycées agricoles de Brioude (Auvergne) et du Rheu (Bretagne), auprès de 468 éleveurs, respectivement dans les allées du Sommet de l'Elevage (n=208 en 2014 et 178 en 2015) et du Space (n=82 en 2015), pour connaître leur perception des attentes de société envers l'élevage et les actions qu'ils entreprennent pour y répondre (Coty et al., 2017).

2. Cartographie de la controverse sur l'élevage à une échelle locale et déterritorialisée

2.1 Quatre registres de débats sur l'élevage

La controverse sur l'élevage témoigne de l'inexistence aujourd'hui de compromis partagés sur la place de l'élevage et le traitement qu'il réserve à l'animal (Van Tilbeurgh, op.cit.). Plus précisément, l'analyse des discours, recueillis lors de la quarantaine d'entretiens en France, conduit à classer les débats sur l'élevage en quatre registres témoignant de désaccords, au sein de la société, concernant l'impact des activités humaines sur les milieux et la santé, la façon de traiter les animaux d'élevage et les modèles de développement (Figure 1).

Environnement <i>Impact des activités humaines sur les milieux naturels</i>	Condition animale <i>Traitement des animaux d'élevage</i>	Sanitaire <i>Impact de l'élevage sur la santé</i>	Socioéconomique <i>Modèles de développement</i>
Emissions de GES	Définition du bien-être animal	Antibiotiques	Système intensif
Pollution des eaux	Conditions de vie	Epizooties, zoonoses	Concentration géographique
Alimentation des animaux (soja, OGM, ...)	Prise en charge de la douleur		
Utilisation de ressources (eau, terres)	Ethique animale		
Nuisances (odeurs, bruits)			

Figure 1 : Classement des débats sur l'élevage en quatre registres (Source : Delanoue et Roguet, 2015)

L'élevage intensif est spécifiquement visé car il cumule les désaccords éthiques sur la manière dont sont traités les animaux, l'environnement et les hommes, et économiques, dans le sens où l'éleveur doit diminuer sans cesse ses coûts de production, y compris en rétribuant mal son travail, pour offrir une viande et des produits animaux peu onéreux pour le consommateur (Van Tilbeurgh, op.cit.). Lors des trois focus groups, les élevages uniquement en bâtiments ont été très mal perçus par les citoyens qui les qualifient « *de batterie* » ou « *d'industriel*¹ ». Ils sont particulièrement choqués par l'absence de

¹ La notion d'*industriel* renvoie à une question d'échelle. Le questionnement porte davantage sur l'*intensification* de la production, génératrice de souffrance selon ses détracteurs, du fait du confinement, de la densité, de certaines pratiques (caudectomie, castration), de réduction des cycles de production, de la suppression des animaux sans valeur économique (ex : poussins mâles en filière ponte)...

lumière naturelle et l'enfermement complet. A contrario, les citoyens apprécient les animaux en plein air, ou les bâtiments ouverts vers l'extérieur, avec lumière naturelle, ainsi que les photos d'élevages « à taille humaine », avec peu d'animaux, une proximité de l'éleveur avec ses bêtes, associées à l'idée d'élevage « traditionnel » et de produits « de qualité ».

Après l'analyse de la situation en France, nous avons souhaité savoir si les controverses différaient entre Etats membres de l'UE et, alors que les filières sont en concurrence dans un marché unique, appréhender leur impact sur l'évolution des modes d'élevage et la segmentation des marchés (Roguet et al., 2016). Le classement des controverses sur l'élevage en France en quatre registres se révèle pertinent pour l'analyse des débats dans les cinq autres pays étudiés (Allemagne, Danemark, Pays-Bas, Espagne, Italie). Les sujets de débat apparaissent assez communs entre pays, ce qui s'explique par des évolutions semblables des productions animales (concentration et intensification) et par le lobbying collectif qu'exercent les associations de chaque pays à l'échelle européenne. Nos travaux montrent toutefois l'existence d'un gradient de préoccupation sociétale envers l'élevage du nord (Allemagne, Danemark, Pays-Bas) au sud (Espagne, Italie) de l'Europe, avec des débats particulièrement vifs dans le nord et beaucoup moins dans le sud. Les élevages de porcs et de volailles sont partout les premières cibles des critiques, en lien avec leur mode de conduite (en bâtiments, avec un plus grand nombre d'animaux). Dans le nord de l'UE, la montée de la contestation, les orientations de la recherche et des pouvoirs publics, et les initiatives de filière, conduisent à des changements de pratiques d'élevage, tout en gardant le souci de la compétitivité des filières.

2.2 Points de vue et attentes des Français sur l'élevage

Les différents regards de la société sur l'élevage ont été quantifiés au travers du sondage d'opinion conduit en 2016 auprès de 2 000 citoyens représentatifs de la population française (Delanoue et al., 2017, 2018a ; Dockès et al., 2017).

2.2.1 La baisse de la consommation de viande, une tendance lourde

Si 72% des personnes de l'échantillon trouvent normal de tuer un animal pour le manger, 11% jugent cela immoral. Pourtant, l'échantillon comprend seulement 1,4% de personnes se déclarant végétariennes et 0,15% se qualifiant de végétariens. Toutefois, 14% des personnes enquêtées pensent cesser leur consommation de viande dans les 12 prochains mois et 18% la réduire. Les personnes souhaitant cesser leur consommation sont plutôt des jeunes (18-34 ans) et des femmes. Une personne sur cinq considère que, d'ici 100 ans, l'Homme ne mangera plus de produits animaux. Ces chiffres laissent penser que la baisse de la consommation observée sur le moyen terme en France est une tendance lourde.

2.2.2 Des citoyens « choqués » par certaines pratiques en élevage

Les citoyens ont été questionnés sur leur satisfaction vis-à-vis de plusieurs aspects de l'élevage. 59% d'entre eux ne sont pas satisfaits par les conditions de vie des animaux et leur bien-être (dont 38% pas du tout satisfaits), 52% ne sont pas satisfaits du respect de l'environnement par les éleveurs, 40% par la sécurité sanitaire des produits, et 33% par l'entretien des paysages par l'élevage. Il leur a également été demandé d'indiquer sur une échelle de 0 à 10 si certaines pratiques les choquaient (Figure 2). La note moyenne, 7,25, est assez élevée, traduisant la sensibilité de nombreux citoyens à la condition animale lorsque la question leur est explicitement posée.

2.2.3 Aspirations pour l'élevage : bien-être animal et qualité des produits

Parmi une liste de propositions, assurer l'accès au plein air à tous les animaux et renforcer la réglementation sur le bien-être animal sont les deux premières actions à conduire en priorité pour les français (Figure 3). Ceci confirme le constat d'une sensibilité importante au bien-être des animaux en élevage (notamment au plein air). Parmi les critères d'achat proposés, l'origine française des produits

est citée le plus souvent en première position mais globalement (en 1^{ère}, 2^{ème} ou 3^{ème} place) c'est le fait que les animaux soient élevés en plein air qui revient le plus fréquemment. D'ailleurs, 97% des personnes enquêtées sont favorables à un étiquetage des produits « plein air ».

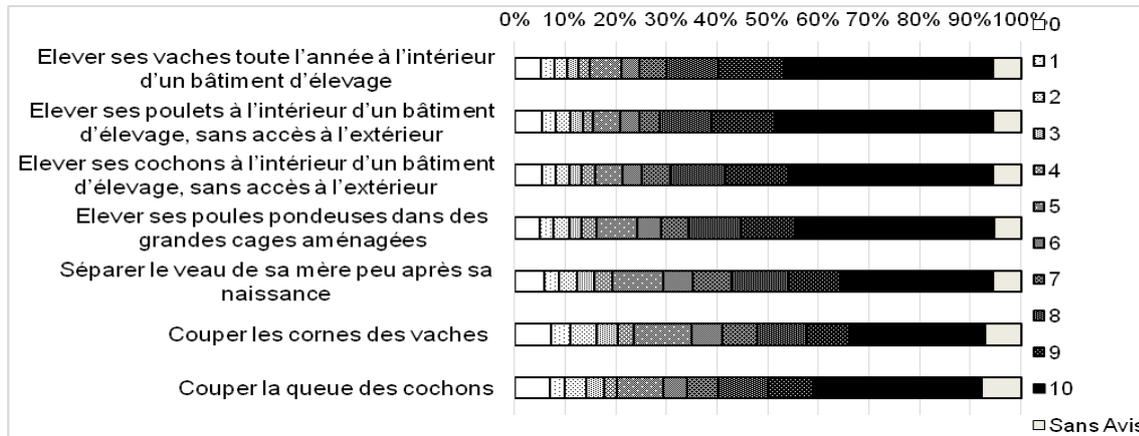


Figure 2 : Evaluation de différentes pratiques d'élevage par les citoyens français (Source : Delanoue et al., 2017). Note de 0 (« Pas du tout choquant ») à 10 (« Enormément choquant »)

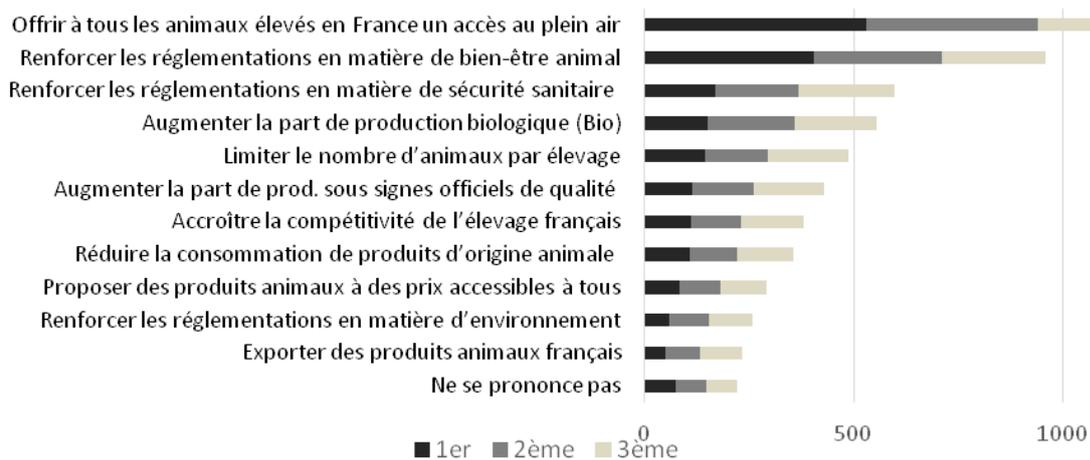


Figure 3 : Evaluation des actions à mener en priorité pour l'élevage par les citoyens. (Source : Delanoue et al., 2017)

2.2.4 Typologie des attentes envers l'élevage

Une première classification a été construite, via une Analyse des Correspondances Multiples suivie d'une Classification Ascendante Hiérarchique. Elle a été combinée avec les approches qualitatives précédentes, permettant d'identifier des réponses potentielles caractéristiques à chaque type, pour définir des « archétypes » auxquels ont été agrégés les individus (Perrot et Landais, 1993). Seulement 10% des personnes enquêtées n'ont pu être classés car ne ressemblant fortement à aucun type.

- *La volonté compétitrice : 10% de la population*

Les « compétiteurs » sont des individus satisfaits des modes d'élevage actuels et des conditions de vie des animaux dans les exploitations françaises. Ils soutiennent le modèle intensif, dans sa configuration et ses pratiques, car il permet de produire des denrées à des prix accessibles, d'être compétitif et d'exporter. Ils consomment régulièrement des produits animaux, attentifs à leur provenance (locale ou française) et, pour la plupart d'entre eux, n'envisagent pas de modifier leurs modes de consommation.

Par rapport au reste de la population, les citoyens de ce profil sont plus souvent des hommes, qui déclarent très bien ou bien connaître l'élevage et s'y intéresser.

- *La volonté progressiste : environ la moitié de la population*

Ce type est le plus représenté au sein de la société française, avec des individus qui souhaitent une amélioration des conditions d'élevage, notamment pour des raisons environnementales ou de sensibilité au bien-être des animaux d'élevage (accès au plein air en particulier), sans changement radical des systèmes d'élevages français, ni de leurs pratiques de consommation. Satisfaits de la qualité sanitaire et de la traçabilité des produits animaux, ils consomment régulièrement tous types de produits animaux, achètent à la fois des produits standards et sous SIQO, en supermarchés et circuits courts, avec pour premiers critères d'achats le prix des produits, leur origine et la qualité de l'alimentation des animaux (sans OGM). Leurs points de vue sont moins radicaux, et donc moins caractéristiques, que ceux des autres profils. Une fraction importante d'entre eux est proche du type alternatif, et une légère évolution de leurs convictions pourrait facilement les faire basculer dans ce type et devenir opposés au modèle d'élevage intensif. Cette population est donc le public-clé dans la controverse, car le moins radical dans ses opinions et le plus influençable.

- *La volonté alternative : environ un quart de la population*

Un quart de la population souhaite la fin de l'élevage intensif au profit de systèmes alternatifs, extensifs ou sous SIQO (Agriculture Biologique, Label Rouge). Ils défendent une agriculture « paysanne » : agroécologique, avec des exploitations de taille réduite (en nombre d'animaux), peu consommatrice d'intrants ou autonomes. Ils sont attachés à une consommation locale et aux circuits courts. Ils se déclarent très choqués par la privation d'un accès au plein air pour les animaux. Ils ne sont pas contre le principe de l'élevage d'animaux destinés à la consommation humaine, mais souhaitent une diminution nette de la consommation de produits animaux, et déclarent en consommer eux-mêmes assez peu. Les femmes représentent les deux tiers des personnes se rattachant à ce profil.

- *La volonté abolitionniste : moins de 2% de la population*

A 80% des femmes, les individus de ce profil consomment peu voire très peu de produits animaux, apparaissent très choqués par la condition des animaux dans les élevages et ont un avis très négatif sur tous les aspects de l'élevage. Une petite part d'entre eux suit un régime végétarien (sans aucun produit d'origine animale dans leur alimentation et, plus largement, leur mode de vie). Leur comportement répond à leur engagement militant (ils font généralement partie d'une association) et ils partagent le plus souvent une philosophie antispéciste, rejetant la catégorisation hiérarchique du vivant et toute forme d'exploitation animale par les humains. Ils œuvrent à une abolition de l'élevage et sont d'ailleurs convaincus que la consommation de produit animaux disparaîtra d'ici 100 ans.

- *3% de la population n'exprime ni avis ni attentes vis-à-vis de l'élevage*

Ces personnes ont déclaré la plupart du temps connaître très mal la façon dont les animaux sont élevés (52,4% d'entre eux, contre 6,8% pour l'ensemble des personnes interrogées) et, à 98,6%, ne sont pas intéressées par les émissions de télévision et les articles de presse sur l'élevage. Elles ont très souvent choisi de ne pas exprimer d'opinion dans les autres questions du sondage ("Ne se prononce pas"), ne se sentant pas concernées par l'enquête.

2.2.5 Cinq futurs possibles de l'élevage

En croisant ces cinq visions de l'élevage et une réflexion sur les tendances lourdes et évolutions possibles de la controverse, la prospective menée dans le projet ACCEPT a abouti à la définition de cinq scénarios contrastés d'évolution de l'élevage en France à l'horizon 2040 (Delanoue et al., 2018b). Ces scénarios aident à penser les conséquences possibles de la controverse autour de l'élevage, pour permettre au monde de l'élevage d'agir dès maintenant pour influencer la trajectoire.

- *Une agriculture européenne productive face aux dérèglements planétaires*

Dans ce scénario, le dérèglement climatique conduit à une diminution de la production agricole mondiale, alors que la pression démographique reste forte. Le fossé Nord-Sud se creuse, la pression migratoire s'accroît sur les pays du Nord. L'Europe, relativement épargnée sur le plan climatique, reste une zone de production et d'exportation. Le prix des denrées agricoles est en hausse. Dans un contexte de crise, la priorité européenne est à la productivité pour nourrir la population. Les grandes cultures innovent pour s'adapter au climat plus chaud et instable. L'élevage connaît un retrait global : les coûts de production et les prix des produits animaux sont élevés (ils deviennent des produits de luxe). L'élevage de ruminants se maintient dans les zones herbagères non cultivables avec de grandes exploitations extensives (Massif Central, zones pastorales). Des élevages granivores et laitiers, intensifs et efficaces, se maintiennent en périphérie des zones de cultures, en valorisant les sous-produits végétaux de l'alimentation humaine. En parallèle, de tout petits élevages de proximité se développent pour l'autosubsistance ou les échanges micro-locaux.

Ici, les citoyens « Compétiteurs » sont majoritaires au sein de la population : les préoccupations des citoyens sont tournées vers la possibilité de s'alimenter et vers l'adaptation aux bouleversements naturels. Les questions d'éthique et de bien-être animal sont reléguées au second plan par rapport à la nécessité de produire des aliments avec efficacité, pour se nourrir. Une attention reste portée à l'adaptation au changement climatique, voire à son atténuation, indispensable à la pérennité des activités.

- *La junkfood se généralise : l'alimentation est reléguée à l'arrière-plan des préoccupations citoyennes*

En l'absence de crise sanitaire grave et de pénurie alimentaire, et alors que la révolution digitale se poursuit et conduit à des transformations progressives des modes de vie, les consommateurs deviennent relativement indifférents à la qualité de leur alimentation : chacun mange individuellement des plats préparés, devant ses écrans. Ils y consacrent une part limitée de leur budget. Dans une société toujours plus urbanisée, ils continuent à s'éloigner inexorablement de l'agriculture et de l'élevage. Les ONG (de protection des animaux ou de l'environnement) ne parviennent plus à susciter l'émotion du public. Les citoyens ne prennent plus parti dans ces controverses qui tournent un temps en rond, entre spécialistes, puis s'éteignent.

Les accords de libre-échange facilitent la circulation des marchandises et conduisent à une spécialisation des territoires en fonction de leurs avantages compétitifs. Le Bassin Parisien et les plaines du Sud-Ouest, par exemple, renforcent leur vocation céréalière et la Bretagne se spécialise dans des productions légumières et l'élevage. Le nombre d'exploitations agricoles, et particulièrement d'élevages, diminue fortement. Il reste en France quelques milliers d'élevages spécialisés dans chaque type de production. Les filières sont très structurées et dominées par de grandes entreprises mondialisées de distribution et de transformation, qui prennent les décisions et orientent la production en intégrant les élevages. Les produits transformés se développent toujours plus et offrent une gamme large et diversifiée au consommateur. Des normes minimales de bien-être et d'environnement sont maintenues dans une logique « d'écologie industrielle ».

Dans ce scénario, les consommateurs « sans avis » sur l'élevage sont majoritaires. La part du budget des ménages consacrée à l'alimentation continue sa diminution progressive : de près de 20% en 2015 on passe à peine plus de 10% en 2040, alors que les budgets consacrés aux loisirs et à la technologie s'accroissent régulièrement.

- *La société et les filières d'élevage co-construisent des démarches de progrès*

Un dialogue s'est structuré entre les acteurs des filières d'élevage et la société. Il a apaisé la controverse et permis le développement d'une diversité de systèmes d'élevage et de signes de qualité (conventionnels, labellisés, certifiés, bio...). Chaque filière dispose ainsi d'un « socle de base » exigeant

de bonnes pratiques d'élevage, accepté par tous. Cette production conventionnelle de « qualité Europe », avec des normes garantissant la protection de l'environnement, des animaux et des hommes, reste dominante. Les exploitations sont de taille moyenne à grande et les filières structurées, tournées vers des marchés nationaux et européens essentiellement, avec une part d'export sur des marchés haut de gamme. En parallèle, on observe un maintien, ou une légère croissance, du nombre d'élevages alternatifs avec notamment une augmentation des élevages en production biologique. Les signes officiels de qualité et d'origine (SIQO), les labels et les AOP se développent et adaptent leurs exigences pour prendre en compte les différentes facettes du développement durable. Ces normes deviennent également exigées à l'import, ce qui limite le dumping, mais elles le sont de manière inégale selon les segments de marché : l'industrie des plats transformés et la restauration hors-foyer (RHF) n'adoptent pas toutes ces normes, ce qui suscite des concurrences internationales.

Les citoyens consommateurs sont très majoritairement « Progressistes » et rassurés par les efforts faits par les filières. Les distributeurs et industriels jouent un rôle-clé au travers des cahiers des charges qu'ils mettent en place et des soutiens qu'ils apportent aux éleveurs pour s'y adapter. Les collectifs agricoles et les interprofessions mettent de la cohérence dans les multiples cahiers des charges qui émergent et co-construisent des socles par filière.

- *L'élevage produit « moins mais mieux » avec de fortes valeurs ajoutées*

Dans ce scénario, les consommateurs se sont montrés toujours plus en demande de sens dans leurs comportements alimentaires, avec des attentes fortes sur l'environnement, le bien-être animal et la santé. Ils ont progressivement diminué leur consommation de produits animaux. Les pouvoirs publics ont répondu à ces attentes par l'instauration de réglementations exigeantes et de barrières douanières non tarifaires. Ces contraintes ont favorisé une croissance rapide de la production bio et sous signes officiels de qualité fortement différenciants. Finalement, l'ensemble des systèmes de production a évolué vers des modèles plus qualitatifs, en acceptant des baisses de production.

Ce scénario ressemble à la trajectoire suivie par les filières viticoles françaises au cours de la seconde moitié du XX^{ème} siècle. On observe une forte dualité entre les modes de production standards qui n'ont pas totalement disparu (pour la RHF notamment) et les filières « de qualité » qui se sont fortement développées. Les consommateurs « Alternatifs » sont majoritaires dans cette société française.

- *La pensée végétale majoritaire marginalise les consommateurs de viande*

Dans ce dernier scénario, le militantisme des associations abolitionnistes a convaincu les principaux acteurs de la société. La pensée végétale est devenue majoritaire dans la société. Les consommateurs de viande sont stigmatisés. Les pouvoirs publics mettent en œuvre des réglementations très exigeantes en faveur du bien-être animal, et émettent des recommandations nutritionnelles et alimentaires incitant les Français à manger moins de viande ou à arrêter d'en consommer. Les consommateurs modifient progressivement leur alimentation qui contient, vers 2030, 3/4 de protéines végétales et 1/4 de protéines animales.

Les élevages cessent leur activité, faute de débouchés et face à la pression des citoyens. Il en reste très peu sur le territoire français, toujours en systèmes très extensifs, en plein air ou en bio et de petite tailles (avec peu d'animaux). Les races des rares animaux encore élevés sont majoritairement mixtes. Les produits animaux sont devenus très chers et rares. Les industriels parient fortement sur cette tendance et proposent de plus en plus d'alternatives aux protéines animales, toujours plus variées et satisfaisantes pour le consommateur. La filière porcine, qui ne produit que de la viande contrairement aux herbivores (production de lait) et aux volailles (production d'œufs), est en grande difficulté. La production de foie gras est interdite, de même que, pour des raisons éthiques, l'abattage de femelles gestantes et l'élimination d'animaux non productifs (poussins mâles, chevreaux, porcelets chétifs...).

Les paysages et les écosystèmes français se sont fortement transformés, avec un retour à la nature sur les anciennes zones de prairies naturelles : développement des friches, des forêts et des landes,

extension de l'aire de vie des grands animaux sauvages, etc. Certains territoires où l'élevage extensif et le tourisme vert jouaient un rôle important sont en déprise économique. Dans les zones de polyculture-élevage, les grandes cultures se sont développées : céréales, protéines végétales, avec un recours aux engrais et intrants de synthèse, ce qui est à l'origine de controverses environnementales.

2.3 Cristallisation de la controverse autour de projets d'élevage

La controverse autour de l'élevage peut aussi s'exprimer très localement, à l'occasion de la création ou l'agrandissement d'un élevage. Pour comprendre les facteurs sociaux influençant la genèse et l'extension de mobilisations à l'échelle locale, et ceux qui au contraire les préviennent, seize projets d'élevage, dont quatorze créations ou modifications de bâtiments, confrontés ou pas à une opposition, ont été analysés en 2015, dans trois régions contrastées en termes de densité et de poids économique de l'élevage (Bretagne, Auvergne, Centre Val de Loire) et au sein de trois filières (bovine, porcine et avicole). L'analyse a croisé le point de vue de 73 acteurs locaux, favorables ou défavorables aux projets.

A l'échelle locale, les pratiques et activités agricoles se révèlent souvent largement méconnues par les autres acteurs des territoires, et donc porteuses d'incertitudes et d'inquiétudes relatives à l'impact du projet (Grannec et al., 2016a, b). Ces inquiétudes sont exacerbées dans le cas des filières porcines et avicoles. Elles sont aussi amplifiées lorsque la filière concernée est peu présente au sein du territoire ou lorsque celui-ci est porteur d'enjeux environnementaux ou dédié à d'autres activités (touristiques, résidentielles). A l'inverse, l'apparition d'un conflit est peu liée à la nature du projet (taille ou mode de production) : des projets très modestes ou en production biologique peuvent ainsi être confrontés à une opposition locale très forte. La survenue d'un conflit est également très tributaire de la qualité des relations sociales locales, et, plus spécifiquement, du niveau d'insertion sociale de l'éleveur et de sa capacité à anticiper la perception et l'impact de son élevage. L'émergence de tensions est favorisée par l'absence d'informations de la part des éleveurs vers les autres acteurs locaux. A contrario, la mise en œuvre d'un dialogue précoce permet à l'éleveur et ses partenaires d'identifier les éventuelles craintes, et le cas échéant, d'apporter les modifications à même de rassurer des tiers inquiets.

A partir des enseignements de cette étude, un outil d'autodiagnostic et de sensibilisation des éleveurs à la problématique de la perception locale de leurs projets a été conçu par la Chambre d'agriculture de Bretagne. Téléchargeable, l'outil Accept'Elevage est constitué d'un questionnaire à points, et construit autour des trois axes déterminants de l'acceptabilité locale : le contexte local, l'insertion et les relations locales, les pratiques d'élevage.

3. Voies d'évolution et réponses des filières

3.1 Communiquer

Les travaux sur la confiance ont montré que l'ignorance et l'incertitude engendrent plutôt la défiance. La confiance peut être rétablie si les différentes raisons de se méfier réussissent à être invalidées, par exemple, lorsque l'éleveur informe son voisinage ou organise des journées Portes Ouvertes. L'analyse des réponses des 468 éleveurs enquêtés en 2014 et 2015, dans les allées du Sommet de l'élevage et du Space, montre qu'ils ont une perception assez juste des sujets qui font débat sur l'élevage dans la société et des productions les plus concernées (Roguet *et al.*, 2017). Si les citoyens sont globalement perçus comme intéressés par l'élevage, leur niveau de connaissances est jugé faible (32%), très faible (16%), voire nul (15%). Le regard porté par le grand public sur l'élevage est jugé très négatif ou négatif par 42% des éleveurs. Le bien-être animal est, selon les éleveurs enquêtés, la première préoccupation des citoyens vis-à-vis de l'élevage, quasiment à égalité avec le prix des produits. Pour la majorité des

éleveurs enquêtés, améliorer l'image de l'élevage dans la société passe avant tout par la communication (portes ouvertes et interventions en écoles).

Pour évaluer l'impact des portes ouvertes sur la perception de l'élevage par la société, une enquête a été réalisée en 2015 par des étudiants du lycée agricole du Rheu (35), dans le cadre d'une formation-action, auprès de visiteurs lors de portes ouvertes dans cinq exploitations de volailles, bovins lait ou viande, porcs, ou ovins d'Ille-et-Vilaine (Grannec et Roguet, 2017). A l'issue de la visite, les visiteurs étaient invités à répondre à un questionnaire destiné à connaître leur profil socio-géographique, les raisons de leur visite, leur perception de l'élevage visité, l'image qu'ils avaient de l'élevage en général avant la visite et ce qu'elle leur a appris. Les résultats donnent en partie raison à certains professionnels qui considèrent que les portes ouvertes « n'attirent que les convaincus ». Il s'agit en grande part d'un public de proximité et averti : 44% des 115 visiteurs enquêtés ont choisi leur porte ouverte car elle est proche de chez eux et 57% vont au moins une fois par an en élevage. La moitié des personnes enquêtées a indiqué avoir reçu des informations utiles lors de la visite et un quart en ressortir avec une meilleure image. Aussi, si elles ne semblent pas permettre d'engager le débat avec les citoyens très critiques envers l'élevage, les portes ouvertes sont un moyen de rassurer les visiteurs inquiets et de conforter les autres dans une vision positive de l'élevage et de ses évolutions.

3.2 Faire évoluer les pratiques et les normes professionnelles

Si la communication est la première réponse des acteurs des filières animales à la controverse, la montée en puissance de cette dernière montre que la simple transparence sur les pratiques ne suffit pas. Des évolutions de pratiques et modes d'élevage sont attendues.

Pour les financer, deux stratégies sont mises en œuvre dans le nord de l'Europe. D'une part, considérer le bien-être animal comme un « bien commun » et faire financer son amélioration par tous, en réorientant les aides publiques (par exemple du second pilier de la PAC), augmentant la TVA sur les produits animaux ou prélevant quelques centimes d'euros sur tous les kilos de viande vendue pour alimenter un fonds « bien-être animal » (principe de l'Initiative Tierwohl mise en place en Allemagne depuis 2015 par les filières porcines et avicoles ; Roguet et Rieu, 2014 ; Roguet, 2018). L'autre voie consiste à segmenter le marché pour permettre à chaque consommateur d'acheter ses produits en fonction de ses attentes et de son budget. Pays-Bas, Danemark et Allemagne disposent chacun d'un ou plusieurs labels pour étiqueter les produits animaux selon le niveau de bien-être animal. Ces labels sont portés par la plus grosse (en nombre d'adhérents) association de protection animale du pays ou le Ministère de l'agriculture pour bénéficier d'une plus grande confiance du consommateur. Les labels créés ces dernières années, Beter Leven aux Pays-Bas en 2007, Bedre Dyrevelfaerd au Danemark en 2016, Für Mehr Tierschutz en Allemagne en 2013, ont deux points communs. Tout d'abord, ils répondent aux attentes des citoyens, en entraînant des changements de pratiques, par des obligations de moyens (plus de place par animal, moins de contention, moins de pratiques douloureuses, un accès au plein air...) et, selon les cas, des indicateurs de résultats mesurés sur l'animal. D'autre part, ils fonctionnent avec des systèmes d'étoiles, de cœurs ou de numéros, dont le nombre augmente avec le niveau d'exigences. Ce gradient permet, d'une part, à chaque consommateur de choisir ses produits en fonction de ses convictions et de son pouvoir d'achat et, d'autre part, aux éleveurs d'entrer dans la démarche, le niveau d'entrée ne devant pas constituer une marche infranchissable. L'objectif est d'améliorer, même d'un petit pas, le bien-être animal du plus grand nombre d'animaux. Depuis 2017-2018, on assiste en Allemagne à une évolution d'une labellisation (de certains modes d'élevage) sur le bien-être animal à un étiquetage (de tous les modes d'élevage) selon le mode de production. Ainsi l'étiquetage commun de la viande fraîche (porc, volaille, bœuf) décidé par les distributeurs allemands (Aldi, Edeka, Netto, Kaufland, Lidl, Rewe, Penny) en 2019, pour gagner en lisibilité auprès du consommateur, couvre, avec quatre niveaux (Tableau 1), tous les modes d'élevages.

Tableau 1 : Etiquetage de la viande fraîche de porc selon le mode de production par les distributeurs allemands

			
Bâtiment standard Surface : 0,75 m ² /porc, Matériaux manipulables (chaînes, bois...)	Bâtiment + Surface : +10% Matériaux manipulables organiques	Accès à l'air libre Bâtiment à front ouvert a <i>minima</i> Surface : + 40% Matériaux manipulables organiques, paille Accès à l'air libre :	Premium Accès à un parcours extérieur Surface : +100% Accès permanent à de la paille

Source : www.haltungsform.de, traduction C.Roguet

La France, quant à elle, a dès le début du XX^{ème} siècle différencié les produits selon leur mode de production et leur qualité, avec comme mots-clés l'ancrage territorial, le revenu agricole et la qualité organoleptique. Spécifiquement français, le Label Rouge est né en 1960 de la volonté d'aviculteurs de proposer un mode d'élevage différent conciliant tradition, rendement et produits de qualité supérieure. Pourtant, malgré les garanties offertes et les efforts de sensibilisation, les productions animales sous signe officiel de qualité restent peu développées, sauf en volaille de chair (LR) et œufs (AB et LR). Entre la production conventionnelle et sous signe de qualité, se développent de multiples démarches privées. L'analyse d'une quarantaine d'entre elles dans le projet ACCEPT a conduit à les classer en trois grandes catégories : les démarches de rassurance, de progrès et de rupture (Figure 4).

	Démarches de rassurance	Démarches de progrès	Démarches de rupture	Autres
Objectifs	Rassurer les autres maillons (B to B) ou le consommateur (B to C) Respect de la réglementation, mise en avant des bonnes pratiques	Faire progresser tous les éleveurs (standard amélioré) ou certains (segmentation) Qualité pluridimensionnelle : santé, bien-être animal, environnement...	Proposer une alternative au système d'élevage conventionnel Exigences très supérieures à la réglementation (environnement, bien-être animal...)	Co-construire les cahiers des charges avec les consommateurs Revenu des producteurs
Collectives Interprofessionnelles	Origine France	Chartes – RSE	SIQO	
Individuelles Privées		Amont : coopératives Aval : IAA, GMS	Eleveurs, ONG, distributeurs	C'est qui le patron ? Les éleveurs vous disent merci !

Figure 4 : Trois grands types de démarche de filière en France (Source : Roguet et al., 2018)

Les démarches de rassurance ont pour objectif de communiquer auprès des autres maillons de la filière (B to B) ou des consommateurs (B to C), pour les rassurer sur les normes réglementaires, l'origine du produit, sa qualité gustative (race, alimentation)... La plupart du temps, ces démarches sont collectives, interprofessionnelles, pour couvrir tous les maillons de la filière. Elles mettent en avant les bonnes pratiques existantes, ou leur généralisation, mais ne conduisent pas à de réelles modifications des systèmes ou pratiques d'élevage.

Les démarches de progrès se caractérisent par l'objectif de faire progresser les éleveurs dans le respect des réglementations et de les inciter à mettre en œuvre des pratiques allant au-delà. Les unes sont collectives, gérées par les interprofessions, comme les chartes de bonnes pratiques d'élevage, les autres sont privées, propriété d'entreprises ou coopératives d'amont ou d'aval. Les chartes sont surtout utilisées dans la relation entre partenaires commerciaux, pour codifier les pratiques, s'assurer de leur respect et disposer d'arguments en cas de besoin. Les démarches privées s'adressent au consommateur par un étiquetage des produits. Les porteurs de la démarche peuvent décider de faire progresser tous les éleveurs, vers un standard amélioré, ou seulement certains dans un objectif de différenciation et de segmentation. Les cahiers des charges portent en général sur plusieurs dimensions : santé et bien-être des animaux, impacts environnementaux, rémunération des producteurs.

Les démarches de rupture visent à proposer une alternative au système d'élevage conventionnel, avec des modes de production significativement différents, par des cahiers des charges fixant des exigences nettement au-dessus de la réglementation. Enfin, d'autres démarches comme « C'est qui le patron ? » ou « Les éleveurs vous disent Merci ! » se démarquent par une co-construction des cahiers des charges avec les consommateurs, autour du revenu des producteurs, de l'environnement (circuits courts), de la qualité gustative et de la santé.

Alors que les démarches privées de segmentation créent une compétition sur le marché des produits animaux « bons à penser », une réponse collective est recherchée. Lauréat en septembre 2019 de l'appel à projet « Territoires d'Innovation » du Grand Plan d'Investissement, le laboratoire d'innovation territorial Ouesterel a ainsi l'ambition de réconcilier élevage et société au travers d'innovations co-construites avec l'ensemble des parties prenantes. Trois référentiels Santé et Bien-Être Animal ont été co-construits pour les productions de bovins laitiers, les porcs et les poulets de chair.

Conclusion

Par une analyse systémique de la controverse sur l'élevage et la mise en lumière de ses déterminants et mécanismes sociaux, le projet ACCEPT a rempli son objectif appliqué de fournir aux différentes parties prenantes une lecture partagée de la question et d'apporter aux filières animales, plus spécifiquement, des éléments de repères et de compréhension pour restaurer un dialogue avec la société et rétablir la confiance.

Le projet ACCEPT a apporté une contribution reconnue (i) au décloisonnement entre le monde agricole et le reste de la société en offrant aux acteurs une meilleure connaissance réciproque, (ii) à la conception de nouvelles formes de dialogue et (iii) à la définition de modèles d'élevage durables. Au-delà de ses nombreux résultats et de son retentissement important en nombre d'interventions (plus de 150) et de communications écrites (plus de trente), ce projet constitue une avancée importante dans le traitement et la prise en compte des interpellations de la société sur l'élevage. Il a aussi contribué à faire entrer davantage les approches sociologiques et socio-économiques dans les travaux des organismes de recherche et de développement, tout en contribuant à la production de connaissances sociologiques sur le statut de l'animal d'élevage dans la société contemporaine.

Références bibliographiques

- Akrich M., Callon M., Latour B., 1988. A quoi tient le succès des innovations ? 1 : L'art de l'intéressement ; 2 : Le choix des porte-parole. Gérer et comprendre. Ann. Mines, 11-12, 4-17 & 14-29.
- Bloor D., 1983. Sociologie de la logique ou les limites de l'épistémologie. Ebnother D. (traducteur), Pandore, 2, 190p.
- Caron-Malenfant J., Conraud T., 2009. Guide pratique de l'acceptabilité sociale : pistes de réflexion et d'action. Editions DPRM.

- Coty M., Poisson A., Laurin M., Roguet C., Grannec M.-L., Neumeister D., 2017. Perception et prise en compte par les éleveurs du regard de la société sur l'élevage. Journées Rech. Porcine, 49, 321-322.
- Delanoue E., Roguet C., 2015. Acceptabilité sociale de l'élevage en France : recensement et analyse des principales controverses à partir des regards croisés de différents acteurs. INRA Prod. Anim., 28, 39-50.
- Delanoue E., Dockès A.-C., Chouteau A., Philibert A., Magdelaine P., Roguet C., 2017. Points de vue et attentes des consommateurs et citoyens vis-à-vis de l'élevage. Une étude quantitative auprès de 2 000 personnes en France. Journées Rech. Porc., 49, 295-300. 295
- Delanoue E., 2018. Débats et mobilisations autour de l'élevage : analyse d'une controverse. Sociologie. Université Rennes 2, 2018. Français. ffNNT : 2018REN20040ff. fftel-01902653f, 426 pages, <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01902653/document>
- Delanoue E., Dockès A.-C., Chouteau A., Roguet C., Philibert A., 2018a. Regards croisés entre éleveurs et citoyens français : vision des citoyens sur l'élevage et point de vue des éleveurs sur leur perception par la société. INRA Prod. Anim., 31, 51-68.
- Delanoue E., Dockès A.-C., Roguet C., Magdelaine P., 2018b. Les évolutions possibles de la controverse autour de l'élevage dessinent cinq futurs contrastés : Une analyse prospective à l'horizon 2040. Renc. Rech. Ruminants, 2018, 24, 510-519.
- Dockès A.C., Guinot C., Kling-Eveillard F., Fourdin S., Barbier M., 2012. Etudier les controverses : approche méthodologique et application à la question de la consommation de viande rouge et des gaz à effet de serre. Renc. Rech. Rumin., 4p.
- Dockès A.C., Delanoue E., Chouteau A., Philibert A., Magdelaine P., Roguet C., 2017. Points de vue et attentes des consommateurs et citoyens vis-à-vis de l'élevage. Une étude quantitative auprès de 2 000 personnes en France. Journ. Rech. Avicole et Palmipèdes à Foie Gras, 12, 225-229.
- Godard O., 2011. L'organisation de l'expertise scientifique. Compte-rendu du cours L'environnement et le développement durable comme problèmes pour l'action collective, Master EDDEE, séance 5 thème 10, 37p.
- Grannec M.-L., Fiant A., Le Chénadec H., Delanoue E., Van Tilbeurgh V., Boudes P., Christophe S., Neumeister D., 2016a. Déterminants et enjeux de la perception sociale locale des élevages, analyse du déroulement de projets dans trois filières et dans trois régions. Synthèse, 12 pages. <http://www.synagri.com/synagri/ag-determinants-et-enjeux-de-la-perception-sociale-locale-des-elevages.-analyse-du-deroulement-de-projets-dans-trois-filieres-et-dans-trois-regions>
- Grannec M.-L., Christophe S., Boulet A., 2016b. Perception sociale des élevages en France et des projets liés : mise en débat au sein de groupes de développement agricoles. Synthèse, 4 pages.
- Grannec M.-L., Roguet C., 2017. Evaluation de l'impact des portes ouvertes sur la perception des élevages par les visiteurs. Journées Rech. Porcine, 49, 323-324.
- Julliard J., 2008. La reine du monde. Essai sur la démocratie d'opinion. Flammarion, Paris, France, 120p.
- Lemieux C., 2007. À quoi sert l'analyse des controverses ? Mil Neuf Cent. Rev. Hist. Intellect., 1, 191-212.
- Perrot C., Landais E., 1993. Comment modéliser la diversité des exploitations agricoles ? Cahiers de la Recherche Développement, 33, 24-40.
- Roguet C., Rieu M., 2014. La filière porcine allemande face aux demandes de société : des labels privés à l'initiative collective. Les Cahiers de l'IFIP, 1(1), 1-12.
- Roguet C., Gagné C., Cariou S., Carlier M., Chatelier V., Chenut R., Daniel K., 2015a. Dynamiques spatiales des productions animales en Europe : état des lieux, facteurs explicatifs et conséquences environnementales. INRA Prod. Anim., 28,5-22.
- Roguet C., Duflot B., Rieu M., 2015b. Évolution des modèles d'élevage de porcs en Europe et impacts sur les performances technico-économiques, Économie rurale, 2017/1 (n°357-358), 73-86.
- Roguet C., Delanoue E., Disenhaus C., Le Cozler C., 2015c. Perception de l'élevage par des jeunes adultes en France en 2014. Journées Rech. Porcine, 47, 227-228.

Roguet C., Neumeister D., Magdelaine P., Dockès A.-C., 2016. Les débats de société sur l'élevage en Allemagne, au Danemark et aux Pays-Bas Notes et études socio-économiques n° 40, Mai 2016, 65-91.

Roguet C., Grannec M.-L., Neumeister D., 2017. Perception et prise en compte par les éleveurs du regard de la société sur l'élevage. Dossier Economie « Regards croisés entre la société civile et les éleveurs ». Techporc, juillet-août 2017, n°36, 17-19.

Roguet C., 2018. Les labels bien-être animal aux Pays-Bas, en Allemagne et au Danemark : analyse et enseignements. Cahiers IFIP, 4(1), 17-26.

Roguet C., Marion C., Magdelaine P., Dockès A.-C., 2018. Les démarches mises en œuvre par les filières animales en France en réponse aux attentes sociétales en termes de bien-être animal : typologie et perspectives. Notes et études socio-économiques n°44, septembre 2018, 1-29.

Schmoll, 2008. Matières à controverses. Néothèque, Paris, France, 272 pages.

Traïni, 2011. Les émotions de la cause animale : histoires affectives et travail militant. Politix, 93, 69-92.

Van Tilbeurgh V., 2017. Enjeux sociétaux et adaptation des filières aux controverses sur l'élevage. Douzièmes Journées de la Recherche Avicole et Palmipèdes à Foie Gras, Tours, 05 et 06 avril 2017), Apr 2017, Tours, France. fahal-01580518f.

Cet article est publié sous la licence Creative Commons (CC BY-NC-ND 3.0).



<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/fr/>

Pour la citation et la reproduction de cet article, mentionner obligatoirement le titre de l'article, le nom de tous les auteurs, la mention de sa publication dans la revue « Innovations Agronomiques », la date de sa publication, et son URL ou DOI).